

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit confirment tous les deux une forte croissance du secteur manufacturier en novembre

Politique monétaire : la PBoC a injecté au total 1 000 Mds RMB de liquidités sur le marché via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) en novembre afin de pallier les tensions sur le marché interbancaire

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : la Chine accordera aux investisseurs nationaux un accès plus large aux opportunités étrangères

Banques : la province du Guangdong prévoit d'émettre 10 Mds RMB (1,52 Mds USD) de special purpose bonds (SPB) à 10 ans pour recapitaliser quatre banques commerciales rurales

Banques : les régulateurs chinois ont publié une méthode d'évaluation pour les banques d'importance systémique

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

OMC : le mandat de la dernière juge de l'organe d'appel de l'OMC, Zhao Hong, s'est terminé

Politique : Wang Wentao est nommé chef du parti au ministère du Commerce

Investissements chinois : l'Allemagne bloque une tentative d'acquisition d'origine chinoise sur une entreprise de télécommunication

Commerce extérieur : trois départements chinois publient les listes pour le contrôle de l'importation et de l'exportation de la cryptographie commerciale

Relation Chine-Australie : la Chine impose les droits provisoires antidumping sur les vins australiens

Relations US- Chine : l'agence des douanes américaine impose de nouvelles restrictions sur les importations de coton du Xinjiang

Relations US – Chine : les entreprises chinoises cotées en bourse aux Etats-Unis menacées de radiation en vertu de la nouvelle loi sur l'audit

Relation US-Chine : plusieurs entreprises chinoises ajoutées à la « liste noire »

Relation US-Chine : les Etats-Unis imposent les tarifs sur les attaches de fil métallique chinoises en accusant la « manipulation du devise » par la Chine

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Diplomatie : l'UE souhaite davantage d'équité dans l'accès au marché chinois de la 5G

Système de crédit social : le Conseil des Affaires de l'Etat présente des annonces pour encadrer le système de crédit social

Automobile : la NDRC requiert des rapports sur tous les projets de production de véhicules à énergie nouvelle approuvés après 2015

Quantique : la Chine revendique la « suprématie quantique »

Données personnelles : la CAC propose une liste de critères pour la collecte de données personnes par les applications mobiles

Santé : la Chine aurait fourni des vaccins à Kim Jong-Un et à sa famille



PROPRIETE INTELLECTUELLE ([ici](#))

Propriété intellectuelle : le président Xi Jinping souligne l'importance de la propriété intellectuelle en soutien à l'innovation et à la sécurité nationale

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie : le premier réacteur nucléaire de technologie chinoise Hualong-1 a été connecté au réseau

Développement durable : conférence de presse du Ministère de l'écologie et de l'environnement sur les déchets solides

Développement durable : publication d'une circulaire pour améliorer la gestion de l'évaluation des impacts environnementaux de l'extraction du charbon

Energie : la Chine envisage de construire 60 GW de capacité hydroélectrique sur le fleuve Yarlung Tsangpo au Tibet

Développement durable : la protection de l'environnement aurait permis à des dizaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté en Chine

Environnement : le vice-Premier ministre HAN Zheng insiste sur l'importance de la protection de l'environnement dans le dispositif de ceinture économique du fleuve Yangtsé

Transport aérien : la 6ème édition des directives de la CAAC sur la prévention contre le COVID-19 à l'attention des compagnies aériennes et aéroports se penche sur la sécurité sanitaire du fret aérien, au centre de plusieurs controverses

Aéronautique : China Southern renouvelle sa confiance à Safran pour l'analyse des données de sa flotte en temps réel

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Chengdu-Chongqing : nouveaux projets d'infrastructure annoncés dans le cadre du Cercle économique.

Delta du Yangtsé : publication de la « proposition de ceinture d'innovation scientifique et technologique de la baie du lac Tai »

Shanghai : le revenu moyen augmente pour les talents techniques

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG :

Bourse : 39,2 Mds USD ont été levés en bourse en 2020 avec 125 nouvelles cotations

Finance verte : lancement le 1^{er} décembre par HKEX de la plateforme d'échange dédiée aux produits financiers verts et durables

Budget de Hong Kong : déficit de 35 Mds USD depuis le début de l'exercice

Filiales étrangères : le nombre de filiales étrangères a diminué en 2020 à 9 025

Ventes de détail : recul en valeur de -8,8% en octobre (g.a)

Banques : HSBC instaure du télétravail jusqu'à 4 jours par semaine

MACAO :

Casinos : les revenus des casinos ont chuté de -80,5% à 6,6 Mds USD au cours des 11 premiers mois 2020



Environnement : à partir du 1er janvier 2021, le gouvernement de Macao interdira l'importation et le commerce de boîtes, bols, gobelets et plats en polystyrène

Commerce extérieur : au cours des 10 premiers mois 2020, les importations de Macao ont chuté de -7,1% à 8,5 Mds USD mais ont progressé en octobre de +32,9%. Les exportations ont chuté de -18,1 % à 1,1 Md USD et de -32,4% à 99,7 M USD

TAIWAN ([ici](#))

Production industrielle : 9^{ème} augmentation mensuelle consécutive en octobre

Croissance : le NDC et la DGBAS retiennent un scénario optimiste pour la croissance en 2020

Renouvelables : le MOEA incite les grands consommateurs d'électricité à recourir aux ENR

Semi-conducteurs : TSMC et Mediatek dans le Top 15 mondial en 2020

MONGOLIE ([ici](#))

Impact du confinement sur la situation des entreprises mongoles : 7645 emplois perdus depuis le 12 novembre et 432 000 emplois exposés à une prolongation des mesures d'urgence

Banque de Mongolie : mesures de soutien aux banques commerciales

Soutien du Japon à la Mongolie : octroi d'un prêt de 233 MUSD prenant la forme de soutien au budget du gouvernement afin de lutter contre les effets de la pandémie de COVID19

CONJONCTURE

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit confirment tous les deux une forte croissance du secteur manufacturier en novembre

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit augmente fortement à 54,9 en novembre contre 53,6 en octobre (plus haut niveau depuis 2011). L'indice PMI officiel s'accroît également à 52,1 en novembre contre 51,4 en octobre (plus haut niveau depuis 2017), restant au-dessus de la barre des 50 (zone d'expansion) pour le 9^{ème} mois consécutif. La croissance de l'indice PMI officiel s'explique par la hausse des sous-indices de la production (54,7 en novembre contre 53,9 en octobre), et des nouvelles commandes (53,9 en novembre contre 52,8 en octobre).

Le PMI officiel non manufacturier poursuit sa légère croissance continue à 56,4 en novembre (plus haut niveau depuis 2012), contre 56,2 en octobre, principalement en raison de l'augmentation des sous-indices des prix des intrants (52,7 en novembre contre 50,9 en octobre), et des nouvelles commandes à l'exportation (49,0 en novembre contre 47,0 en octobre).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes.

Politique monétaire : la PBoC a injecté au total 1 000 Mds RMB de liquidités sur le marché via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) en novembre afin de pallier les tensions sur le marché interbancaire

Le 30 novembre, la PBoC a injecté 200 Mds RMB de liquidités sur le marché via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) et 150 Mds RMB par le biais de *7-days reverse repo operation* aux taux d'intérêt restés inchangés. Pour mémoire, la PBoC a déjà injecté 800 Mds RMB de liquidités via la MLF le 15 novembre, l'injection de liquidités via la MLF totalisait ainsi 1000 Mds RMB en novembre, 600 Mds RMB arrivant à échéance. C'est la première fois que la banque centrale effectue des opérations MLF deux fois par mois, la pratique précédente était le 15 de chaque mois. Cette opération supplémentaire vise principalement à pallier les tensions sur le marché interbancaire. En outre, la banque centrale a également annoncé qu'elle lancerait une opération de MLF le 15 décembre (y compris le renouvellement des deux expirations de MLF les 7 et 16 décembre pour 300 Mds RMB respectivement), et le montant de l'opération spécifique sera basé sur la demande du marché.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : la Chine accordera aux investisseurs nationaux un accès plus large aux opportunités étrangères

La Chine accorde aux investisseurs nationaux un accès plus large aux opportunités étrangères, dans le cadre des efforts visant à encourager davantage d'investissements domestiques à l'étranger alors que le yuan s'apprécie fortement par rapport au dollar depuis fin mai (+8,1%).

Selon la *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)*, la Chine élargira «dans un proche avenir» l'échelle de deux programmes pilotes permettant aux investisseurs nationaux d'acheter des actifs à l'étranger - les programmes *Qualified Domestic Limited Partner (QDLP)* et *Qualified Domestic Investment Enterprise (QDIE)*. Ces programmes pilotes sont actuellement testés à Pékin, Shanghai et Shenzhen, et la SAFE prévoit également de les lancer dans la province du Hainan et dans la ville de Chongqing, visant à soutenir le développement du nouveau port de libre-échange de Hainan et du «cercle économique» Chengdu-Chongqing. Pour mémoire, mis à l'essai pour la première fois à Shanghai en 2011, les programmes QFLP permettent aux investisseurs institutionnels et individuels étrangers d'investir sur le marché chinois du capital-investissement privé après avoir déposé des devises étrangères dans un fonds en RMB *onshore*. Créé à Shenzhen en 2014, le QDIE est un programme similaire qui permet aux investisseurs nationaux d'investir dans des sociétés étrangères non cotées, des *hedge funds* et de l'immobilier.

En plus des expansions pilotes QDLP et QDIE, la SAFE a également annoncé en octobre qu'elle étendrait le programme *Qualified Domestic Institutional Investor (QDII)* d'environ 10%, en émettant plusieurs nouveaux quotas pour une valeur totale de 10 Mds USD. Pour mémoire, le programme QDII, mis en place en 2006 et d'une portée moindre que les programmes QDLP et QDIE, permet aux institutions financières chinoises qualifiées d'investir dans des titres *offshore*. Le 30 novembre, la SAFE a accordé 4,3 Mds USD de nouveaux quotas à 23 institutions. Depuis septembre 2020, la SAFE a émis trois séries de quotas QDII à 71 institutions, pour un montant total de 12,7 Mds USD. Jusqu'à présent, 169 institutions ont reçu un quota de QDII totalisant 116,7 Mds USD.

Par ailleurs, la PBoC et l'Autorité monétaire de Hong Kong discutent d'un plan pour ouvrir un canal «vers le sud» dans le cadre du programme *Bond Connect* qui permettrait aux investisseurs chinois continentaux d'échanger des obligations *offshore* sur le marché de Hong Kong. Pour mémoire, le canal «vers le nord» du *Bond Connect* a été lancé en juillet 2017, élargissant l'accès des investisseurs mondiaux au marché obligataire chinois.

Banques : la province du Guangdong prévoit d'émettre 10 Mds RMB (1,52 Mds USD) de *special purpose bonds (SPB)* à 10 ans pour recapitaliser quatre banques commerciales rurales

La province du Guangdong devient ainsi le premier gouvernement local à utiliser une partie du quota de ces emprunts pour reconstituer le capital bancaire. *Yunan Rural Credit Cooperatives* bénéficiera de 4 Mds RMB de ces SPB, *Puning Rural Commercial Bank* 3,7 Mds RMB, *Jiedong Rural Commercial Bank* 1,4 Md RMB et *Luoding Rural Commercial Bank* 900 M RMB. Certaines petites et moyennes banques, en particulier les coopératives de crédit rurales, ont subi une flambée des créances irrécouvrables au cours des dernières années, qui ont vu une expansion rapide du crédit dans un contexte de ralentissement économique. La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation, de nombreuses entreprises et particuliers étant incapables de rembourser leurs dettes dans les délais.



Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a autorisé en juillet les gouvernements locaux à utiliser les fonds des SPB pour consolider les bilans bancaires, dans le but de soutenir le crédit aux micro, petites et moyennes entreprises. Environ 200 Mds RMB du quota SPB ont été affectés à cette initiative cette année. La province du Zhejiang prévoit également d'émettre 5 Mds RMB et Shan'xi 4 Mds RMB de SPB à 10 ans pour reconstituer le capital des banques.

Banques : les régulateurs chinois ont publié une méthode d'évaluation pour les banques d'importance systémique

Le 3 décembre, la PBoC et la CBIRC ont publié un ensemble de lignes directrices entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2021 pour évaluer les banques qui devraient être jugées d'importance systémique. Le document décrit comment les banques d'importance systémique devraient être classées et définit les exigences relatives à leurs publications d'informations. Les banques d'importance systémique seront sélectionnées parmi les 30 plus grandes banques du pays en fonction de leurs actifs, y compris les *policy banks* et les banques commerciales, ainsi que celles qui ont été précédemment jugées d'importance systémique. Les régulateurs classeront les banques chaque année et soumettront une liste au Conseil de stabilité financière d'Etat pour l'approbation définitive. Cinq institutions financières chinoises, dont les quatre plus grandes banques commerciales d'Etat (BOC, ICBC, ABC, CCB) et le *Ping An Insurance Group*, figurent actuellement sur la liste des institutions d'importance systémique mondiale.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

OMC : le mandat de la dernière juge de l'organe d'appel de l'OMC, Zhao Hong, s'est terminé

Pour la première fois depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) il y a 25 ans, son organe d'appel, surnommé « la plus haute cour du commerce mondial », n'aura plus de juge en exercice après le départ du membre chinois, Zhao Hong.

Cette dernière a mis en garde contre une crise existentielle de l'organisation lors de son discours de départ à Genève lundi, déclarant qu'il était "douloureux" et "inquiétant" de voir l'instance d'appel disparaître il y a un an et les affaires laissées en suspens alors que la charge de travail continuait d'augmenter. "La crise existentielle de l'OMC est imminente. Tous les membres devraient être très vigilants et le sentir clairement", a-t-elle déclaré.

Zhao a été ciblée cette année par l'administration américaine qui a déclaré qu'elle avait travaillé pour un institut de recherche financé par l'État durant son mandat.

Depuis la présidence de Barack Obama aux États-Unis, les États-Unis bloquent la nomination des juges de l'organe d'appel, en invoquant la crainte que les jugements de la cour aillent à l'encontre des intérêts américains. L'administration Trump est allée plus loin, affirmant que la Constitution américaine ne pouvait être remplacée par une cour étrangère.

L'organe d'appel ne peut effectivement plus fonctionner depuis le 10 décembre 2019, lorsque deux des trois derniers juges ont terminé leur mandat à cause du blocage américain. Zhao a déclaré dans son discours qu'il y avait 14 affaires en cours devant l'instance d'appel, dont quatre ont été déposées après le 10 décembre 2019.

Pour contrer les contestations du groupe d'appel bloqué, l'Union européenne, la Chine et 18 autres membres ont mis en place un dispositif d'appel provisoire pour l'OMC fin juillet.

Politique : Wang Wentao est nommé chef du parti au ministère du Commerce

Wang Wentao (王文涛), ancien gouverneur de la province du Heilongjiang (nord-est) a été nommé chef du parti au ministère du Commerce, en remplacement de Zhong Shan qui a atteint l'âge de la retraite (65 ans) pour les fonctionnaires de niveau ministériel, selon un [communiqué](#) publié le 2 décembre par le ministère du Commerce.

Wang Wentao, 56 ans, est devenu gouverneur du Heilongjiang en 2018 après avoir occupé pendant sept ans le poste de responsable adjoint au niveau provincial dans les provinces du Shandong et du Jiangxi (est). Il a été diplômé de philosophie de l'université Fudan de Shanghai dans les années 1980. Il a par la suite travaillé dans une université aérospatiale locale pendant 13 ans avant d'entrer en politique au sein du gouvernement du district de Songjiang (Shanghai).

La nomination de Wang est la dernière en date dans le cadre du remaniement ministériel au Conseil des affaires de l'État, avec le remplacement d'un total de sept hauts fonctionnaires du parti dans les ministères par une génération de politiciens plus jeunes.



Investissements chinois : l'Allemagne bloque une tentative d'acquisition d'origine chinoise sur une entreprise de télécommunication

Le gouvernement allemand a interdit une société de défense chinoise de racheter une société allemande spécialisée dans les technologies satellite et radio, dont la 5G, en raison de risques pour la sécurité nationale.

La société IMST était une cible d'acquisition d'Addisino, une filiale du groupe de défense public *China Aerospace Science and Industry Corporation* qui fabrique des systèmes de communication militaires.

D'après le ministère allemand de l'Economie, ce veto a été mis en place après « évaluation des dangers pour l'ordre public ou la sécurité du pays », « sans discrimination liée au pays d'origine de l'investisseur ».

De nombreux pays ont renforcé leur arsenal de contrôle des investissements à partir de 2017, notamment afin de protéger les secteurs stratégiques pour faire face au plan *Made in China 2025*. C'est le cas des Etats-Unis (2018), du Canada, de l'Australie, de l'Inde, du Japon, du Royaume-Uni (2018-2019) et de 12 Etats membres de l'Union européenne dont la France (2018) et l'Allemagne (2017-2018) (nombre de ces mécanismes de *screening* ont par ailleurs été renforcés dans le contexte du covid-19 afin d'empêcher les acquisitions opportunistes).

Pour protéger les intérêts européens, la Commission européenne a adopté le [règlement](#) sur le contrôle des investissements étrangers, entré en vigueur le 10 avril 2019 et applicable à partir du 11 octobre 2020. Ce règlement établit un mécanisme de coopération – uniquement- entre les Etats membres permettant l'échange d'informations et confère la possibilité à la Commission d'émettre des avis non contraignants si cette dernière estime qu'un investissement constitue une menace pour la sécurité ou l'ordre public d'un Etat membre, ou si un investissement pourrait compromettre des projets d'intérêt pour l'ensemble de l'UE.

En Allemagne, le ministère de l'Economie peut poser son veto si une acquisition concerne un secteur protégé (dont notamment la défense, les télécommunications, le gaz, l'électricité, l'eau, les médias, l'intelligence artificielle, la robotique, les semi-conducteurs, les biotechnologies et les technologies quantiques).

La France dispose d'un mécanisme parmi les plus stricts au sein de l'UE, celui-ci a été renforcé deux fois en l'espace d'un an, en 2019 par la loi PACTE et complété par un décret du 31 décembre 2019 en élargissant les « secteurs stratégiques »¹ et en abaissant le seuil déclencheur de la procédure d'autorisation², puis en avril 2020 dans le contexte du covid-19, en élargissant de manière temporaire le champ des activités protégée aux biotechnologies et en abaissant le seuil à 10 % pour les entreprises françaises cotées.

Commerce extérieur : trois départements chinois publient les listes pour le contrôle de l'importation et de l'exportation de la cryptographie commerciale

Le 2 décembre, le ministère chinois du Commerce (MofCom), l'administration d'Etat de la Cryptographie (SCA), et l'administration générale des Douanes (GACC) ont conjointement [publié un communiqué](#) pour annoncer les listes pour le contrôle de l'importation de l'exportation de la

¹ En ajoutant entre autres les secteurs de l'IA, de la robotique et des semi-conducteurs.

² Il est nécessaire pour un pays-tiers à l'UE d'obtenir une autorisation si l'investissement envisagé franchit le seuil des 25 % de détention des droits de vote, contre 33 % auparavant.



cryptographie commerciale, ainsi que la procédure d'autorisation d'importation et d'exportation de la cryptographie commerciale. Ces trois documents entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

La cryptographie commerciale est la cryptographie utilisée pour protéger les secrets privés ou commerciaux (à distinguer des secrets d'Etat). Selon la Loi sur la cryptographie, en vigueur depuis janvier 2020, la cryptographie commerciale qui touche à la sécurité nationale ou les intérêts sociaux est soumise au contrôle de l'importation ; et la cryptographie commerciale affectant la sécurité nationale, les intérêts sociaux, ou soumise aux engagements chinois des obligations internationales est soumise au contrôle de l'exportation.

La Loi du contrôle des exportations, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2020, s'applique aux articles listés dans la liste pour le contrôle de l'exportation de la cryptographie commerciale, par exemple certaines puces de sécurité et certains appareils VPN cryptés. La liste pour le contrôle de l'importation de la cryptographie commerciale comprend les articles comme certains téléphones et télécopieurs cryptés.

Relation Chine-Australie : la Chine impose les droits provisoires antidumping sur les vins australiens

Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a publié une [annonce](#) le 27 novembre imposant des droits provisoires antidumping sur les importations des vins australiens à partir du 28 novembre 2020, avec un taux compris entre 107,1% au 212,1%. Cette décision résulte d'une enquête antidumping lancée par le MofCom en août 2020 (cf. [Brèves du SER du 17 août](#)).

Selon le [porte-parole du MofCom](#), conformément à la réglementation chinoise, la mesure antidumping provisoire ne dépasse pas un délai de quatre mois à compter de la date de son entrée en vigueur sous les circonstances conventionnelles ; le MofCom continuera l'enquête entretemps et prendra une décision finale à la suite de cette enquête.

[Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères](#) a enjoint le gouvernement australien à gérer les relations bilatérales en suivant les principes de l'égalité et du respect mutuel.

Le gouvernement australien, de son côté, a indiqué la possibilité de porter [une plainte à l'OMC par rapport aux tarifs chinois sur l'orge australien](#), imposés depuis le mois de mai ; cette dernière décision chinoise sur le vin ne fera pas partie de la plainte dans l'immédiat à cause de sa nature provisoire. Néanmoins, Simon Birmingham, le ministre australien du Commerce [a dénoncé](#) les tarifs sur les vins comme injustifiables.

La relation entre Pékin et Canberra a connu une dégradation certaine à la suite d'une demande en avril 2020 de la part du gouvernement australien pour une enquête indépendante sur l'origine du coronavirus en Chine.

Relations US- Chine: l'agence des douanes américaine impose de nouvelles restrictions sur les importations de coton du Xinjiang

L'agence américaine des douanes et de la protection des frontières (CBP) [a émis le 30 novembre](#) un "Withhold Release Order" (WRO) envers le coton et ses produits dérivés de *Xinjiang Production and Construction Corps* (XPCC), qui produit près d'un tiers du coton chinois. Selon les nouvelles mesures, tout produit entrant aux Etats-Unis dont les autorités déterminent qu'il contient du coton produit par



la XPCC sera saisi à la frontière et ne sera libéré que si l'importateur peut fournir des preuves concluantes que le travail forcé n'a pas été utilisé dans la production des marchandises.

La CBP avait déjà publié des WRO le 14 septembre envers 5 entreprises productrices de coton situées au Xinjiang (cf. [brèves du SER du 14 septembre 2020](#)).

L'impact de ces mesures ne pourrait être que limité. D'après un négociant en coton cité par [Reuters](#) la Chine pourrait utiliser le coton importé (9,2 Mds USD en 2019) afin de fabriquer des produits textiles sans coton du Xinjiang vers les Etats-Unis et utiliser le coton du Xinjiang pour la production domestique. Cela pourrait toutefois avoir un impact sur l'industrie textile des pays d'Asie du Sud-Est qui importe une part non-négligeable de coton chinois (dont 84 % serait produit au Xinjiang d'après [un rapport de 2019](#) par Uyghur Human Rights Project-une ONG basée à Washington). La Chine a exporté 14,1 Mds USD de coton en 2019, principalement vers le Bangladesh (2,3 Mds USD, 16,5 % de part de marché), le Vietnam (1,9 Md USD avec 13,5 % de part de marché) et les Philippines (900 MUSD avec 6,5 % de part de marché). La part de coton étant exporté vers les Etats-Unis (258 MUSD avec 1,8 % de part de marché) et la France (6 MUSD ; 0,04 % de part de marché) reste faible, la plupart du coton étant transformé en Chine ou en Asie du Sud-Est avant d'être exporté.

Relations US – Chine : les entreprises chinoises cotées en bourse aux Etats-Unis menacées de radiation en vertu de la nouvelle loi sur l'audit

Le Congrès a adopté une loi, [Holding Foreign Companies Accountable Act](#) (HFCAA), qui obligerait les entreprises chinoises à se retirer de la cote des bourses américaines si elles ne se conforment pas aux règles comptables américaines. La Chambre des représentants a adopté le 2 décembre le projet de loi, après son adoption par le Sénat en mai. Donald Trump devrait signer la loi, qui a bénéficié d'un consensus bipartite sur le durcissement de la ligne de conduite à l'égard de la Chine.

La législation prévoit que si une société ne peut prouver qu'elle n'est pas sous le contrôle d'un gouvernement étranger, ou si le Conseil de surveillance de la comptabilité des entreprises publiques (PCAOB) n'est pas en mesure d'auditer la société pendant trois années consécutives, les titres de la société seront interdits aux bourses américaines.

D'après la [US-China Economic and Security Review Commission](#), 217 entreprises chinoises, dont 13 entreprises d'Etat, sont cotées sur les bourses américaines, pour une capitalisation boursière totale de 2 200 Mds USD.

En août, le Trésor américain et la *Securities and Exchange Commission* ont publié des recommandations visant à interdire aux entreprises chinoises l'accès aux bourses américaines à moins qu'elles ne se conforment aux normes comptables américaines.

Le mois dernier, le Président Trump a signé un décret interdisant aux investisseurs américains de détenir des actions dans des sociétés qui ont des liens avec l'armée chinoise.

Relation US-Chine : plusieurs entreprises chinoises ajoutées à la « liste noire »

Le 30 novembre, le bureau de contrôle des actifs étrangers (OFAC) au sein du département du Trésor américain [a imposé des sanctions sur China National Electronics Import & Export Corporation \(CEIEC\)](#), du fait du soutien de cette société au « régime illégitime de Maduro » au Venezuela en lui fournissant une technologie de surveillance digitale portant atteinte à la démocratie. [Lors d'une conférence de](#)



[presse quotidienne](#), la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a souligné que la Chine respecte le droit du gouvernement vénézuélien à maintenir « la souveraineté, la dignité nationale et le développement social » du Venezuela, tout en dénonçant la mesure américaine comme une tentative à supprimer les sociétés TIC chinoises.

Le 3 décembre, le département de la Défense américain [a ajouté quatre entreprises chinoises supplémentaires](#) à sa « liste noire » pour être « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise, dont le fabricant de semi-conducteurs SMIC, la société pétrolière CNOOC, ainsi que *China Construction Technology Co.* et *China International Engineering Consulting Corp.* Il y a désormais 35 entreprises chinoises sur cette liste noire du Pentagone (entreprises précédemment ajoutées : [Partie I](#), [Partie II](#)). En réagissant, [la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a dénoncé « l'abus du concept de la sécurité nationale »](#) par le gouvernement américain.

La liste du Pentagone est une réponse tardive à une requête du Congrès américain au Pentagone, datant de 1999, qui n'avait pas été honorée jusqu'à ce jour, et qui s'inscrit dans le contexte d'une montée des tensions bilatérales entre les Etats-Unis et la Chine. En principe, la loi américaine de 1999 ouvre à l'exécutif américain la possibilité d'établir un régime de sanctions financières directes sur ces entreprises chinoises, ou de manière indirecte, visant les entreprises américaines qui ont établi (ou qui envisagent de le faire) des liens, commerciaux ou d'investissement, avec les entités visées. A l'image d'autres systèmes de sanction américains existants (notamment dans le contrôle des exportations ou le commerce de biens à double-usage), cette loi américaine de 1999 pourrait également exposer les intérêts d'entreprises de pays tiers, via un régime de sanctions secondaires.

Relation US-Chine : les Etats-Unis imposent les tarifs sur les attaches de fil métallique chinoises en accusant la « manipulation du devise » par la Chine

Le 24 novembre, le département du Commerce américain [a imposé des tarifs antisubventions préliminaires de 122,5 % sur les attaches de fil métallique \(« twist ties »\) chinois](#), en accusant la Chine d'avoir « sous-évalué sa devise » pour exporter vers les Etats-Unis.

La présente mesure résulte d'une demande d'enquête de la part d'une société américaine *Bedford Industries, Inc.*; le département du Commerce annoncera sa décision finale en février 2021.

Le ministère chinois du Commerce (MofCom), de son côté, [a dénoncé cette décision](#) en mettant en avant le manque de preuve derrière son accusation de « manipulation du devise » ; en soulignant que la question de change est gérée par le fond monétaire international (FMI), et que le département du Commerce américain n'aurait pas l'autorité à mener des enquête antisubventions concernant la question de change selon les règlements de l'OMC.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Diplomatie : l'UE souhaite davantage d'équité dans l'accès au marché chinois de la 5G

Lors de la cérémonie d'ouverture de la convention mondiale de la 5G à Canton, l'ambassadeur de l'UE en Chine, Nicolas Chapis, a [dénoncé](#) des conditions de concurrence déloyales du marché chinois des télécommunications dans le cadre du déploiement de la 5G. Les opérateurs de télécommunications privilégient davantage les fournisseurs nationaux, conduisant à une réduction de la part de marché européenne dans le secteur des infrastructures de télécommunications (11 % en Chine contre 30 % dans d'autres pays). M. Chapis appelle ainsi à la poursuite des efforts européens en vue d'obtenir un accès significatif aux marchés des infrastructures 5G et des services liés à la 5G en Chine.

En avril 2020, les trois principaux opérateurs de télécommunications chinois (China Mobile, China Unicom et China Telecom, qui sont toutes des entreprises publiques) ont attribué plus de 80 % de leurs contrats de construction de stations de base aux équipementiers Huawei et ZTE. Nokia fournira 10 % du réseau 5G opéré par China Unicom et Ericsson disposera d'une part de marché similaire. En juin 2020, China Mobile (60 % du marché) a annoncé que sur ses 49 zones pilotes, les entreprises sélectionnées sont Huawei (37 sites pilotes), ZTE (5), Ericsson (5) et Nokia (2). China Mobile aurait été incité à choisir Huawei, ce qui laisse présager une réduction significative des parts de marchés des entreprises européennes (la Chine représentant en outre près de la moitié du marché mondial).

Système de crédit social : le Conseil des Affaires de l'Etat présente des annonces pour encadrer le système de crédit social

Lors d'une réunion hebdomadaire le 26 novembre, le Conseil des Affaires de l'Etat a présenté des [mesures](#) permettant de donner corps à un système davantage intégré de crédit social. De manière générale, les mesures annoncées visent à promouvoir le partage d'informations et à éviter toutes dérives. Parmi les [principaux points](#) abordés figurent :

- Le but énoncé du système de crédit social est le « développement d'une économie socialiste de marché ». Les principes gouvernant le système de crédit social (SCS) doivent être la protection des droits et intérêts, tout en restant prudents et appropriés.
- L'uniformisation ou la standardisation (规范) des procédures de partage d'informations (un partage effectif est-il nécessaire et si oui, dans quelle mesure) sont encouragées, afin d'éviter les interférences subjectives.
- L'uniformisation des critères pour identifier la liste des entités (entreprises et individus) qui enfreignent « sérieusement » le crédit (严重危害) afin d'éviter l'ajout arbitraire ou subjectif à une liste (noire) est également encouragée. Parmi les critères d'identification d'infraction lourde figurent les atteintes à la santé publique, à la sécurité humaine, etc.
- Le principe de proportionnalité entre l'infraction de crédit et les sanctions, conformément aux lois et réglementations (依法依规), devrait également être pris en compte.
- La création d'un mécanisme de sortie est prévue : l'entité ayant enfreint le crédit peut procéder à des réparations ; s'il corrige l'infraction et élimine les effets négatifs liés à cette infraction, il peut être retiré de la liste.
- La sécurité de l'information et la protection des données privées devront être renforcées, afin de pallier à d'éventuelles fuites d'informations.

Ces annonces interviennent alors que cette année 2020 marque une phase de construction clef du SCS : 2020 avait été annoncée par le Conseil des Affaires de l'Etat dès 2014 comme l'horizon de mise en place de la structure générale du système de crédit social, qui doit permettre d'augmenter le niveau général de confiance entre acteurs dans le cadre d'interactions sociales, commerciales ou financières. L'échéance de 2020 est ainsi un point de passage permettant au gouvernement chinois de présenter officiellement l'infrastructure choisie ainsi que de communiquer les détails d'application du SCS.

Pour mémoire, le SCS ne consiste pas en un principe de « scores » et de notation. Il reste à ce jour fragmenté et peu intégré. S'il est réglementé par plusieurs documents, il n'existe à ce jour pas de loi centralisée sur le SCS. Ainsi, l'ajout de nouvelles bases de données puis leur centralisation – ainsi que le développement de nouveaux outils de traitement de ces données – permettront un développement progressif du SCS. A terme, l'objectif est donc d'intégrer l'ensemble des plateformes existantes au sein d'une base de données unique. Rappelons également que le SCS concerne les individus mais aussi, et surtout, les entreprises. S'agissant du crédit social de ces dernières, chaque administration est invitée à constituer un fichier de crédit social pour chaque entreprise. Ces agences, dans de nombreux cas, publient ensuite des « listes noires » regroupant des entités ayant été sanctionnées administrativement et ayant reçu une condamnation officielle. Les mesures annoncées le 26 novembre par le Conseil des Affaires de l'Etat confirment à ce titre un avis émis en 2016 indiquant que la présence sur « liste noire » n'est pas irrévocable : l'avis stipulait qu'il suffirait de se placer en conformité avec ses obligations et de réparer les infractions et ses effets pour se voir retirer de cette liste, sur décision d'un tribunal. Dans le cadre du SCS, les différentes administrations sont encouragées à collaborer afin de mettre en commun leurs bases de données ainsi que leurs listes rouges et noires. Enfin, le crédit sésame, développé par Alibaba, constitue un système à part, dont la principale fonction pour les individus est l'octroi de micro-crédits (schématiquement, rembourser ses micro-crédits à temps permet, lors de l'échéance suivante, d'emprunter un montant plus conséquent).

Automobile : la NDRC requiert des rapports sur tous les projets de production de véhicules à énergie nouvelle approuvés après 2015

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a [requis](#) des autorités provinciales des rapports détaillés sur les activités commerciales et les investissements d'entreprises dans les véhicules électriques (VE). Parmi les éléments demandés figurent les investissements et projets de VE depuis 2015 ainsi que des informations sur les entreprises de production de véhicules à énergie nouvelle (VEN) entre 2019 et 2020.

En outre, la NDRC requiert des rapports sur l'avancement des projets de VE [par Baoneng et Evergrande](#), qui ont tous deux des promoteurs immobiliers importants comme sociétés-mères. Evergrande New Energy Vehicle Group espère produire 5 M de VE par an au cours de la prochaine décennie et a récemment investi 45 Mds CNY (5,66 Mds EUR) pour construire dix sites de production mondiaux d'ici 2021. Baoneng et Evergrande seraient soupçonnées d'investir dans le secteur automobile (à travers leurs filiales) afin de lever des capitaux pour leurs activités immobilières grâce aux subventions importantes dans le secteur des VEN.

Cette requête de la NDRC semble traduire une volonté plus large de superviser la production de VEN, voire d'encourager la consolidation du secteur. Ces consolidations devraient être favorisées par la réduction progressive des subventions à l'achat, qui seront définitivement supprimées en 2022. Début

novembre 2020, le Conseil des Affaires de l'Etat avait publié un [plan de développement des VEN](#) de 2021 à 2035, visant notamment à remédier au surinvestissement et à la surproduction dans le secteur (cf. [brèves du SER du 2 novembre](#)). Dans cette même optique, la création de nouvelles usines avait déjà été temporairement suspendue mi-2017 lorsque la production de 20 M de VEN avait été atteinte ; et des réglementations (en 2019) avaient ensuite accordé aux autorités locales une plus grande discrétion pour superviser les investissements dans les VE.

Quantique : la Chine revendique la « suprématie quantique »

Le 3 décembre 2020, le prototype de calculateur quantique Jiuzhang (九章) à 76 qubits, a résolu en 200 secondes l'algorithme d'échantillonnage Boson. Il est estimé qu'un tel calcul nécessite 60 M d'années pour le supercalculateur le plus rapide du monde. L'équipe de recherche ayant réalisé le calcul est dirigée par Pan Jianwei, formé en Autriche et considéré comme le « père » du quantique en Chine (en 2013, il avait présenté les avancées dans le domaine du quantique à Xi Jinping et d'autres membres du Comité permanent du Politburo). Grâce à ses travaux réalisés à l'université des sciences et technologies de Chine (Hefei), [la revue Science](#) a estimé que la Chine est ainsi devenu le deuxième pays du monde (après les Etats-Unis), à atteindre la « suprématie quantique ».

En septembre 2019, le calculateur quantique « Sycamore » de Google (à 54 qubits) avait en effet réalisé en quelques minutes un calcul dont la réalisation par un supercalculateur est estimée à 10 000 ans. Google avait ainsi atteint la « suprématie quantique », que l'on peut [définir](#) comme le moment où un calculateur quantique réalise un calcul impraticable pour un ordinateur conventionnel.

Les deux systèmes fonctionnent différemment : tandis que le prototype de Google utilise une puce superconductrice, l'équipe de l'université des sciences et technologies de Chine a eu recours à des photons. L'utilisation de la photonique signifie par ailleurs que cette opération est plus difficilement reproductible que celle de Google.

Le développement de la technologie quantique est fortement encouragé par les autorités chinoises : à nouveau mentionné par Xi Jinping lors d'une session d'étude du Politburo en octobre dernier, le quantique est la [quatrième technologie](#) à faire l'objet d'une session d'étude du 19^{ème} Politburo. Ainsi, la technologie quantique a connu un investissement de près d'[1 Md](#) USD en Chine au cours de la dernière décennie. En outre, les sciences quantiques sont directement concernées par l'« intégration civilo-militaire »: elles sont explicitement mentionnées comme telles dans le [13^{ème} plan](#) quinquennal des projets spéciaux de fusion civilo-militaire de science et technologie. En décembre 2019, l'entreprise américaine Strider avait [mis en évidence](#) les liens entre Pan Jianwei et plusieurs entreprises chinoises issues du complexe militaro-industriel.

Données personnelles : la CAC propose une liste de critères pour la collecte de données personnelles par les applications mobiles

Dans un [avis](#) publié le 1^{er} décembre, l'administration de cyberspace de la Chine (CAC) a indiqué qu'il n'est pas nécessaire de renseigner ses informations personnelles pour utiliser des fonctions de base de 12 types d'applications de vidéos courtes. Cet avis précise également le type d'informations personnelles nécessaires pour 38 autres types d'applications courantes (messageries instantanées, location de vélos, etc.). La CAC a souligné que cet avis s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi sur la cybersécurité (2017).



Ces nouvelles règles, qui sont [ouvertes aux commentaires publics](#) jusqu'au 16 décembre, s'inscrivent dans un contexte de renforcement du cadre juridique pour la protection des données personnelles. En novembre 2019, les autorités avaient requis des entreprises de l'internet de renforcer la protection des données personnelles. Plus récemment, le projet de loi sur la protection des informations personnelles (cf. [brèves du SER du 12 octobre](#)) prévoit un renforcement des contrôles sur la collecte, le stockage et l'usage de données personnelles, ainsi que des sanctions plus sévères à l'encontre d'entreprises responsables de violations de données personnelles.

Santé : la Chine aurait fourni des vaccins à Kim Jong-Un et à sa famille

Selon un think tank américain, la Chine a [fourni](#) des vaccins contre le covid-19 au dirigeant nord-coréen Kim Jong-un et à sa famille. D'autres officiels nord-coréens de haut-niveau auraient également été vaccinés. S'il s'agit sans doute d'un des candidats vaccins chinois, l'entreprise pharmaceutique (Sinopharm, CanSinoBio ou Sinovac Biotech) qui aurait fourni les vaccins à la famille nord-coréenne n'est pas identifiée.

A ce jour, la Corée du Nord n'a pas fait état de cas de covid-19. Une contagion n'est pas cependant pas à exclure, compte tenu des multiples échanges entre la Chine et la Corée du Nord avant la fermeture des frontières fin janvier 2020.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Propriété intellectuelle : le Président Xi Jinping souligne l'importance de la propriété intellectuelle en soutien à l'innovation et à la sécurité nationale

Le 30 novembre dernier, à l'occasion d'une session d'étude sur la propriété intellectuelle (PI) du Bureau politique du Comité central du parti, le Président Xi Jinping a mis l'accent sur le renforcement de la protection des droits de PI.

Après avoir indiqué que l'innovation est la « la force motrice majeure pour promouvoir le développement », il a souligné le lien direct entre propriété intellectuelle et innovation en rappelant que protéger les droits de PI revenait à protéger l'innovation.

Depuis quelques années, la Chine utilise de plus en plus la propriété intellectuelle : celle qui a pris la tête de nombreux classements en matière de dépôts de titres doit maintenant fournir des garanties fortes en matière de protection des DPI. Cela pourra se faire, d'après le Président chinois, par la création d'un plan national pour la protection de la PI et la mise en œuvre du 14^{ème} plan quinquennal pour la période 2021 à 2025. Ce plan devra d'après lui permettre une protection stricte de la PI, de manière à garantir l'intérêt général et à créer des incitations à innover.

Le Président Xi mentionne également le besoin d'ancrer le droit de la PI plus fixement dans la législation chinoise. Une amélioration annoncée en matière d'indications géographiques et de secret des affaires laisse à penser que ces deux domaines, actuellement régis par un ensemble de textes réglementaires pour l'un et basé sur la loi contre la concurrence déloyale pour l'autre, pourraient faire l'objet de lois dédiées.

Par ailleurs, le Président chinois appelle au renforcement de la sécurité nationale en matière de PI. La propriété intellectuelle devrait selon lui permettre de consolider la recherche indépendante chinoise, le développement de technologies clé pour la Chine, mais aussi encadrer les transferts de droits de PI. La pratique chinoise récente sur ce dernier point se trouve ainsi confirmée, et l'impact pour les entreprises souhaitant exporter vers l'étranger de la propriété intellectuelle développée en Chine ne sera pas neutre.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie : le premier réacteur nucléaire de technologie chinoise Hualong-1 a été connecté au réseau

Le premier réacteur nucléaire utilisant la technologie Hualong-1, un modèle chinois de réacteur de troisième génération, a été connecté au réseau électrique national le 27 novembre dans la province du Fujian. Ce réacteur, dont la construction a débuté en mai 2015, est la 5^{ème} unité de la centrale nucléaire de Fuqing exploitée par CNNC (China National Nuclear Corporation). L'entreprise a annoncé une capacité de production électrique annuelle de 10 TWh permettant une réduction de 8,2 millions de tonnes de CO2.

La mise en service de ce premier réacteur indigène est une étape significative dans la volonté de la Chine de réduire sa dépendance aux technologies occidentales. CNNC s'est d'ailleurs félicitée dans un communiqué que la Chine avait brisé « le monopole de la technologie étrangère en matière de nucléaire ».

Pour mémoire, la Chine possède actuellement 49 réacteurs nucléaires pour une capacité installée de près de 51 GW (troisième parc nucléaire mondial après les Etats-Unis et la France). Six autres réacteurs Hualong-1 sont en cours de construction en Chine, dont l'unité 6 de la centrale de Fuqing qui devrait être mise en service d'ici la fin 2021. EDF travaille également avec le chinois CGN pour adapter le concept du Hualong au site de Bradwell au Royaume-Uni.

[Lien vers le communiqué de CNNC \(en chinois\)](#)

Développement durable : conférence de presse du Ministère de l'écologie et de l'environnement sur les déchets solides

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a organisé sa conférence de presse mensuelle le 30 novembre dernier, qui avait pour thème la gestion des déchets solides. Le Directeur général des déchets solides et des produits chimiques, M. QIU Qiwen, a fait un point d'avancement sur l'interdiction de l'importation des déchets solides : après le lancement mi-2017 de [la réforme du système de gestion de l'importation des déchets solides](#), la Chine a importé 42 Mt, 23 Mt et 13 Mt de déchets solides respectivement en 2017, 2018 et 2019. Pour 2020, jusqu'au 15 novembre, la Chine a importé environ 7 Mt de déchets solides, soit une baisse de 41 % en glissement annuel.

Quelques jours avant, le MEE, le Ministère du commerce (MofCoM), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration générale des douanes (GAC) ont publié conjointement une [circulaire](#) concernant l'interdiction complète d'importation des déchets solides à compter du 1^{er} janvier 2021. Le MEE ne distribuera plus de licences d'importation limitée des déchets solides à partir de cette date. Par ailleurs, le MEE ainsi que d'autres ministères concernés ont renouvelé fin novembre [la liste nationale des déchets dangereux \(version de l'année 2021\)](#).

Pour mémoire, [la loi sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'environnement par les déchets solides](#) révisée le 29 avril dernier précise la définition des « déchets solides ».

Développement durable : publication d'une circulaire pour améliorer la gestion de l'évaluation des impacts environnementaux de l'extraction du charbon

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) ont publié

conjointement début novembre une circulaire en matière d'évaluation des impacts environnementaux de l'extraction du charbon.

Pour la première fois, la circulaire indique explicitement que les émissions de gaz à effet de serre doivent être contrôlées durant l'extraction du charbon, en augmentant « le taux d'utilisation du gaz de houille et [en contrôlant] les émissions de gaz à effet de serre ». La circulaire encourage différentes méthodes de recyclage pour le gaz de houille selon les différentes concentrations en méthane. Selon le MEE, les taux d'extraction et d'utilisation du gaz de houille sont très bas en Chine. Comme « la structure énergétique chinoise est basée sur le charbon et que l'intensité de l'exploitation des ressources en charbon devrait rester assez élevée », a indiqué un responsable du MEE, le contrôle des émissions de gaz de houille représente une mesure nécessaire pour lutter contre le changement climatique.

En outre, la circulaire normalise la procédure d'évaluation des impacts environnementaux, notamment en clarifiant les rôles du MEE et de la NDRC, respectivement chargés de l'inspection et de l'approbation des rapports d'évaluation.

L'exploitation intensive du charbon représente un enjeu environnemental majeur pour la Chine, au-delà de la question des émissions de gaz à effet de serre lors de son utilisation. Pour mémoire, une exploitation illégale d'une mine de charbon pendant quatorze ans dans le Qinghai (ouest de la Chine) a entraîné des dégradations du pergélisol (*permafrost*) local, de la source du fleuve Jaune et du lac Qinghai. L'entreprise concernée aurait falsifié les certifications lui permettant d'exploiter et a réussi à échapper à deux reprises à des inspections environnementales par les autorités centrales (cf. [brèves du SER du 31 août 2020](#)).

[Lire la circulaire complète en chinois](#)

Energie : la Chine envisage de construire 60 GW de capacité hydroélectrique sur le fleuve Yarlung Tsangpo au Tibet

La Chine envisage de construire jusqu'à 60 GW de capacité hydroélectrique sur le fleuve Yarlung Tsangpo au Tibet, à proximité de la frontière indienne. L'annonce, relayée dans la presse officielle, provient de YAN Zhiyong, président de l'entreprise d'Etat Power Construction Corporation (Powerchina) en charge de la construction du barrage.

Le développement de l'hydroélectricité dans le cours inférieur du fleuve Yarlung Tsangpo figure explicitement dans les propositions de formulation du 14ème plan quinquennal (2021-2025) et des objectifs à long terme à horizon 2035 faites par le Comité central du parti communiste. M. YAN a évoqué à ce sujet une « opportunité historique » pour l'industrie hydroélectrique chinoise. Il a également souligné que ce projet, qui pourrait être mis en œuvre dès 2021, répondrait à des enjeux à la fois climatiques, sécuritaires (ressources en eau et sécurité intérieure), économiques (opportunité de 20 Mds RMB de recettes fiscales – soit 3,8 Mds €), énergétiques (annonce d'une capacité de production annuelle de 300 TWh – soit trois fois plus que celle des installations hydroélectriques du barrage des Trois Gorges) et de coopération internationale.

Face à ces ambitions de développement de l'hydroélectricité dans la région, des groupes environnementaux et des défenseurs des droits tibétains ont exprimé leur inquiétude pour la sécurité d'approvisionnement en eau des régions en aval. Le fleuve Yarlung Tsangpo constitue en effet la partie chinoise du fleuve Brahmapoutre qui part du Tibet puis traverse l'Inde et le Bangladesh. Des médias indiens ont relayé des craintes quant au risque que la Chine se serve de ce projet hydroélectrique pour



servir sa stratégie politique dans la région - en parallèle du conflit militaire frontalier au Ladakh - et pour restreindre la capacité de l'Inde à exploiter les ressources en eau en aval du fleuve. L'ambassade de Chine en Inde a répondu à ce sujet que la Chine avait toujours adopté une attitude responsable en ce qui concerne le développement et l'utilisation des rivières transfrontalières.

Pour mémoire, la Chine a déjà mis en service en 2015 le barrage hydroélectrique de Zangmu, également sur le fleuve Yarlung Tsangpo, qui est à ce jour le plus grand du Tibet (510 MW de capacité). La capacité hydroélectrique chinoise est aujourd'hui d'environ 350 GW, dont 22,5 GW fournis par le barrage des Trois Gorges.

[Retranscription du discours de Yan Zhiyong \(en chinois\)](#)

Développement durable : la protection de l'environnement aurait permis à des dizaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté en Chine

Lors d'une conférence de presse tenue par le Bureau d'information du Conseil d'État le 1er décembre, LI Chunliang, directeur adjoint de l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA en anglais), a présenté les travaux initiés par la Chine pour réduire la pauvreté par le biais de la protection de l'environnement.

La NFGA, en collaboration avec le ministère des Finances (MOF) et le Bureau du Conseil d'État pour la réduction de la pauvreté, a engagé en 2016 1,1 million de gardes forestiers parmi les populations pauvres dans 22 provinces. En parallèle de la protection et la gestion durable de 60 millions d'hectares de forêts, prairies et zones humides, cela aurait permis d'après M. LI de sortir plus de 3 millions de personnes de la pauvreté. Le soutien à l'industrie durable dans les domaines de la culture des oléagineux ligneux, de l'écotourisme, de l'économie forestière ainsi que la mise en place de coopératives professionnelles a eu pour effet d'augmenter les revenus de dizaines de millions de paysans pauvres au-delà du seuil de pauvreté. Par exemple, le soutien du gouvernement chinois au secteur du thé à l'huile dans les campagnes aurait bénéficié directement à 2 millions de pauvres, tandis que le développement de l'écotourisme forestier aurait permis à 465 000 ménages de voir leurs revenus annuels augmenter de 5 500 RMB (un peu moins de 700 €).

Pour mémoire, le président XI Jinping avait fait de la sortie de la pauvreté rurale un objectif central de sa politique lors du 18^{ème} Congrès du parti en 2012. A l'occasion d'une réunion du Comité permanent du bureau politique du PCC [le 3 décembre 2020](#), XI a déclaré que cet objectif était pleinement atteint en cette fin d'année 2020 avec 100 millions de personnes sorties de la pauvreté en 8 ans et plus aucune préfecture chinoise en état de pauvreté. A noter que le seuil de pauvreté en Chine est actuellement fixé à 4000 RMB de revenus annuels (environ 503 €), seuil inférieur au niveau habituellement reconnu à l'international (1,9 \$/personne/jour soit un revenu annuel de 570 € environ).

[Lien vers le communiqué officiel \(en chinois\)](#)

Environnement : le vice-Premier ministre HAN Zheng insiste sur l'importance de la protection de l'environnement dans le dispositif de ceinture économique du fleuve Yangtsé

Le vice-Premier ministre, M. HAN Zheng, a présidé le 1^{er} décembre une réunion du groupe dirigeant consacré au développement de la ceinture économique du fleuve Yangtsé. Il a indiqué que malgré les progrès réalisés dans le cadre de cette stratégie nationale, la protection de l'environnement restait un point faible empêchant un développement de qualité le long du fleuve Yangtsé. Pour ce faire, il a



rappelé l'importance de mettre en œuvre différentes mesures déjà annoncées : (i) la restauration et la protection des écosystèmes ; (ii) la lutte contre les pollutions (eaux usées, déchets urbains, industrie chimique, pollutions agricoles, pollutions liées au trafic fluvial, bassins de résidus miniers) ; (iii) l'interdiction de la pêche pour une durée de 10 ans à partir du 1^{er} janvier 2020 ; (iv) le développement de l'innovation au service de la transition écologique ; (v) le développement des zones pilotes consacrées à la valorisation économique des services écosystémiques et (vi) l'amélioration du mécanisme de compensation écologique. Sur ce dernier point, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié le 27 novembre un appel à commentaires sur un [projet de directive en matière de mécanisme de compensation écologique](#), ouvert jusqu'au 27 décembre 2020.

Pour mémoire, le président Xi Jinping a déclaré le 14 novembre dernier lors de sa visite dans le Jiangsu que la restauration de l'environnement et de l'écologie du fleuve Yangtsé était une priorité majeure du gouvernement chinois (cf. [brèves du SER du 16 novembre](#)).

Transport aérien : la 6^{ème} édition des directives de la CAAC sur la prévention contre le COVID-19 à l'attention des compagnies aériennes et aéroports se penche sur la sécurité sanitaire du fret aérien, au centre de plusieurs controverses

Le 25 novembre, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a publié la 6^{ème} édition de ses directives sanitaires pour la prévention et la maîtrise des épidémies, à l'attention des [compagnies aériennes](#) et [des aéroports](#) (ci-après dénommées, « les directives »). Par rapport aux éditions précédentes, cette nouvelle version est augmentée d'exigences nouvelles, en particulier en matière de fret aérien. Une vigilance particulière doit être portée sur la chaîne du froid, ces directives incluant notamment une nouvelle typologie du risque sanitaire en fonction des pays d'expédition et du nombre de cas confirmés au COVID-19 rapporté à 1M d'habitant : le risque est considéré comme élevé s'il y a plus de 1000 cas positifs au COVID-19 ; modéré entre 101-1000 cas; faible pour moins de 100 cas. Des mesures sanitaires et d'hygiènes additionnelles sont recommandées pour la gestion du fret embarqué et la protection des personnels au sol, notamment en matière de traçabilité pour les cas contacts.

Ces directives interviennent dans un contexte où les autorités chinoises incriminent [l'importation de produits alimentaires congelés](#), comme l'un des récents principaux vecteurs de résurgence de la contamination au COVID-19 en Chine. Dans le même temps, la *State Administration for Market Regulation* (SAMR) a déclaré qu'elle imposerait, à compter du 2 décembre, [un dépistage RT-PCR sur le fret alimentaire importé](#) dans la chaîne du froid, en dépit du scepticisme des experts et de l'OMS. Les directives de la CAAC font également suite à la révélation d'une contamination au COVID-19 d'employés d'entreprises de la chaîne logistique (UPS et FedEx) à l'aéroport de Shanghai Pudong début novembre, qui a par ailleurs entraîné [une campagne massive de dépistage](#). Alors que les directives de la CAAC listent des recommandations pour améliorer des conditions d'accueil des équipages, les compagnies américaines United et American ont annoncé qu'elles mettaient [un arrêt à leurs vols tout-cargo directs entre les Etats-Unis et Shanghai](#). Comme pour les vols des avions passagers, ces vols cargo feront désormais une escale technique à Séoul, où sera mis à disposition un second équipage. Selon différents exploitants, les conditions d'accueil des personnels se seraient en effet dégradées au-delà du tolérable à Shanghai Pudong ces derniers mois (délais des procédures douanières et sanitaires, hébergement médiocre, nuisances sonores, etc.), au point qu'elles sont jugées par les compagnies comme incompatibles avec les standards minimums exigibles pour assurer la sécurité des vols.



Aéronautique : China Southern renouvelle sa confiance à Safran pour l'analyse des données de sa flotte en temps réel

Safran Electronic & Defense a annoncé le 26 novembre avoir conclu avec China Southern un contrat pour le déploiement de la [nouvelle version de sa plateforme Cassiopée Alpha](#), dédiée à l'analyse des données de vol. China Southern maintient donc sa confiance à Safran pour trois années supplémentaires. Ce dispositif de Safran permettra à la compagnie cantonaise d'assurer le suivi quotidien des 636 appareils Airbus et Boeing de sa flotte, avec option d'inclure dans la gestion des bases de données les opérations de nouveaux appareils, au fil des prochaines livraisons. Le logiciel de Safran permet l'analyse en temps réel de plusieurs milliers de paramètres sur les données de l'appareil et du moteur au cours d'un vol, permettant d'optimiser les cycles de réparation, dans une perspective de maintenance prédictive.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Chengdu-Chongqing : nouveaux projets d'infrastructure annoncés dans le cadre du Cercle économique

[Le lancement des travaux de construction de deux nouvelles lignes de TGV entre Chengdu et Chongqing ont été confirmés](#) et vont commencer fin 2020. Il s'agit d'une part de la ligne de train à grande vitesse de Chengdu à Wanzhou (Municipalité de Chongqing) en passant par Dazhou (Sichuan), deux villes industrielles importantes du Cercle économique. D'une longueur de 486,4 km, cette ligne comprendra 13 stations au départ du district de Tianfu où se situera le nouvel aéroport international. Les travaux vont durer 5 ans pour un investissement total de 85 Mds CNY.

D'une longueur d'environ 278 km et d'une vitesse de 350 km/h, la nouvelle ligne Chengdu-Chongqing reliera les zones *high tech* des deux villes en 40 minutes. Pour un investissement total de 61 Mds CNY, il s'agira de la 4^{ème} ligne ferroviaire et du canal le plus direct entre les deux villes. Elle passera par la nouvelle zone de développement de l'Est de Chengdu qui sera au cœur du Cercle économique.

En lien avec la connectivité régionale toujours, [les travaux d'extension du terminal 3B et de construction d'une 4^{ème} piste de l'aéroport international Jiangbei de Chongqing](#) sont confirmés par la NDRC pour un investissement total de 21,6 Mds CNY. Suite à l'extension du terminal 3A et la construction de la 3^{ème} piste en 2017, l'aéroport a une capacité annuelle de 45 M de flux de passagers et 1,1 M tonne de fret. La NDRC vise un flux de passagers de 75 M à l'horizon 2025. Le début des travaux est jugé imminent. Une fois construit, la capacité de débit de l'aéroport Jiangbei atteindra 80 M de passagers et 1,2 M de tonnes de fret par an.

Delta du Yangtzé : publication de la « proposition de ceinture d'innovation scientifique et technologique de la baie du lac Tai »

Le 24 novembre, le 2^{ème} Sommet de coopération pour le développement intégré Suzhou-Wuxi-Changzhou s'est tenu à Wuxi. Le projet de d'interconnexion et d'aménagement de la route provinciale 340 entre Suzhou, Wuxi et Changzhou a été officiellement lancé et plusieurs accords de coopération pour le développement intégré de la zone ont été signés. Les trois villes ont publié conjointement un projet intitulé « Proposition de ceinture scientifique et technologique de la baie du lac Tai » pour construire une zone scientifique et technologique ayant vocation à piloter l'innovation et le développement dans le sud du Jiangsu et à constituer un point de repère dans le delta du Yangtzé.

[Source](#)

Shanghai : le revenu moyen augmente pour les talents techniques

Le revenu annuel moyen des talents techniques à Shanghai a atteint 127 900 yuans (19 491 USD) en 2019, soit 8 200 yuans de plus que l'année précédente, selon un rapport du Bureau des ressources humaines et de la sécurité sociale de Shanghai. Il est supérieur au revenu moyen des employés urbains locaux, qui était de 115 000 yuans l'année dernière. Les conclusions sont basées sur une enquête menée auprès de 175 000 techniciens diplômés, occupant des fonctions d'ouvriers de base à techniciens supérieurs, dans 3 037 entreprises locales. La rémunération prise en compte dans l'enquête inclut le salaire de base, les primes, les subventions et les heures supplémentaires.

[Source](#)



Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

HONG KONG :

Bourse de Hong Kong : 39,2 Mds USD ont été levés à la bourse de Hong Kong depuis janvier 2020 avec 125 cotations (40,2 Mds USD en 2019). Hong Kong se place au 3^{ème} rang mondial derrière le Shanghai Stock Exchange et le Nasdaq, et devant le NYSE et le Shenzhen Stock Exchange. Les dernières introductions en bourse significatives sont celles du groupe immobilier Evergrande Property Services (2 Mds USD) et de la filiale du groupe JD.com dédiée à la télémédecine (4 Mds USD).

Finance verte a lancé le 1^{er} décembre sa **plateforme d'échange dédiée aux produits financiers verts et durables** « *Sustainable and Green Exchange* » (« STAGE »), première de ce type en Asie. HKEX a invité les émetteurs dont les produits sont conformes aux normes internationales dans le domaine de la finance verte et fournissant chaque année des rapports de suivi post-émission à rejoindre STAGE. La plateforme hébergera des informations sur les obligations vertes et sociales, ainsi que sur les produits respectant les critères ESG listés à la bourse de Hong Kong. HKEX souhaite à terme proposer de nouveaux produits financiers verts, ainsi que des produits dérivés sur des indices liés à la durabilité ou la gouvernance environnementale et sociale des émetteurs.

Déficit budgétaire : le déficit budgétaire atteint à 35 Mds USD depuis le début de l'exercice (avril à septembre). Les dépenses se sont élevées à 51 Mds USD (+54,3%) et les recettes 16 Mds USD (+7,7%). La hausse des dépenses résulte principalement de la mise en œuvre du plan de soutien économique (« fonds anti-épidémie ») et versement à chaque résident d'une allocation « cash handouts ». **Les réserves fiscales se sont érodées de 140 Mds à 109,4 Mds USD au 31 octobre.**

Filiales étrangères : le nombre de filiales étrangères à Hong Kong en 2020 a diminué à 9 025 (9 040 en 2019). La Chine compte le plus grand nombre de filiales à Hong Kong (1 986), suivie par le Japon (1 398), les États-Unis (1 283), le Royaume-Uni (665), Singapour (453), l'Allemagne (400) et la France (373). Le nombre d'implantations du Japon, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne ont chuté en 2020 respectivement de -1%, -4,5%, -6,7% et -4,7% par rapport à 2019. **En 2020, la France se classe en 7^{ème} position (373), avec 2 filiales de plus qu'en 2019 ; ces implantations se répartissent entre 94 sièges régionaux (2 de moins qu'en 2019) et 114 bureaux régionaux (2 de moins qu'en 2019), 165 filiales couvrant le marché local (6 de plus qu'en 2019).**

Ventes de détail : les ventes reculent en valeur de -8,8% en octobre (g.a) soit -0,2% par rapport à septembre, contre -12,8% en septembre (qui avait marqué une légère reprise de +3,1% par rapport au mois d'août). Les ventes de biens de luxe ont reculé de -26,6%, celles de vêtements de -11,2%, et celles de cosmétiques de -39,5%. A contrario, les ventes dans les supermarchés continuent d'augmenter (+2,6%). **De janvier à fin octobre, les ventes de détail se sont contractées de -27% (g.a.).**

Banques : HSBC, qui emploie à Hong Kong 22 000 personnes, instaure du télétravail de façon pérenne pour ses employés hongkongais jusqu'à 4 jours par semaine. HSBC accordera également une indemnité de 320 USD à ses employés pour l'achat d'équipements informatiques et de travail. Standard Chartered (6000 employés à Hong Kong) et DBS ont également annoncé des programmes de télétravail pour leurs employés.

MACAO :

Casinos : les revenus des casinos ont chuté de -80,5% à 6,6 Mds USD au cours des 11 premiers mois 2020. En novembre, leurs revenus ont chuté de -70,5% en glissement annuel et de -7,2% par rapport à octobre 2020.



Environnement : à partir du 1er janvier 2021, le gouvernement de Macao interdira l'importation et le commerce de boîtes, bols, gobelets et plats en polystyrène. Selon le Bureau de la protection de l'environnement de Macao, la quantité de déchets solides municipaux générés par habitant à Macao est passée à 2,24 kg par habitant, plus que Hong Kong (1,53 kg par habitant).

Commerce extérieur : au cours des 10 premiers mois de l'année, les importations de Macao ont chuté de -7,1% à 8,5 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont diminué de -17,2% (à 2,6 Mds USD) et de l'UE de -2,3% (à 2,45 Mds USD). En octobre, les importations augmentent toutefois de +32,9% (glissement annuel) à 1,46 Md USD celles de produits de beauté, de parfums et maroquinerie marquent une forte reprise (+312%, +100,2% et +76,1% respectivement), mais celles de bijoux en or reculent de -41,9%. Les exportations de Macao ont chuté de -18,1% à 1,1 Md USD au cours des 10 mois 2020 en particulier vers Hong Kong -13,5%, (à 740 M USD) et vers l'UE -4,4% (à 19,3 M USD). Elles ont progressé vers les États-Unis (+122,1% à 57M USD). En octobre les exportations ont chuté de -32,4% à 99,7 M USD : les exportations de textiles et de vêtements ont augmenté de +61,5% mais celle de produits non textiles (y compris de machines, diamants et montres) ont baissé de -25%.

TAIWAN

Production industrielle : 9^{ème} augmentation mensuelle consécutive en octobre

Selon le ministère de l'économie (MOEA), [la production industrielle a augmenté de 7,06 % en octobre, par rapport à la même période en 2019](#). Elle baisse toutefois légèrement (-1,4 %) par rapport au mois de septembre. Largement dépendante du secteur manufacturier (+7,63 %), cette augmentation résulte principalement des industries électronique (+16,93 %), chimique (+8,95 %), des métaux (+7,52 %) et des composants optiques (+6,2 %). Parmi les secteurs des composants électroniques, celui des semi-conducteurs et des écrans LCD progressent respectivement de 23,03 % et 9,41 %, en raison de la demande externe d'équipements destinés aux secteurs des télécommunications (5G), des services « HPC » (High Performance Computing), de l'IoT et du télétravail.

Croissance : le NDC et la DGBAS retiennent un scénario optimiste pour la croissance en 2020

[Le National Development Council \(NDC\) a récemment annoncé que la croissance économique, qui s'établissait à 3,33 % au T3 2020, serait supérieure à 1,8 %](#) pour l'ensemble de l'année, en raison de la hausse des commandes export au quatrième trimestre qui sera meilleure que prévu. Selon les statistiques du MOEA, Taiwan enregistre une hausse des commandes export au T3 2020, de 11,9 % par rapport au T3 2019 (+19,1 % par rapport au T2 2020) à 141 Mds USD ; au cours des trois premiers trimestres de 2020, les commandes pour l'export atteignent 363,7 Mds USD, soit une progression de 4,2 % par rapport à la même période en 2019. De son côté, la [DGBAS anticipe dans ses dernières prévisions du 27 novembre](#), une croissance de 2,54 % pour l'année 2020 (contre 1,56 % publié en août dernier), et de 3,83 % pour 2021. Le taux d'inflation (*Consumer Price Index*, CPI) s'établirait à -0,26 % en 2020 et 1,16 % en 2021.

Renouvelables : le MOEA incite les grands consommateurs d'électricité à recourir aux ENR

A compter du 1^{er} janvier 2021, [les entreprises fortement consommatrices](#) d'électricité (à partir de 5 000 kW) disposeront de 5 ans pour porter la part des énergies renouvelables à 10% de leur bilan énergétique. Les entreprises auront la possibilité soit de produire leur propre électricité verte, d'acheter des certificats (T-REC) ou d'installer des unités de stockage. Celles qui n'y parviendront pas devront s'acquitter d'un montant de substitution destiné à alimenter un fonds dédié au développement des énergies renouvelables. [Ce nouveau dispositif concerne environ 500 entreprises](#) dans le secteur de la sidérurgie, des semi-conducteurs, de l'électronique et de la pétrochimie. Les associations écologiques critiquent ce dispositif en raison de son manque d'ambition (délai de mise œuvre initial de 3 ans) et du seuil retenu (initialement de 800 kW). Le patronat s'est montré quant à lui réticent, ce nouveau dispositif intervenant en période de pandémie. Par ailleurs, [le Bureau des standards, de métrologie et des inspections \(BSMI\)](#) a annoncé que le **programme d'émissions de certificats d'énergie renouvelable (T-REC)** avait permis de vendre plus de 700 M kWh d'électricité d'origine renouvelable soit 7 fois plus que lors de sa première année de fonctionnement. Les acheteurs proviennent [de secteurs très diversifiés](#) : TSMC, TCI, **L'Oréal**, la Tour 101, le cabinet Winkler Partners Law, ou encore E Ink Holdings. Alors que les premières transactions avaient porté sur la production d'électricité d'origine solaire, les derniers certificats intègrent une offre d'électricité d'origine éolienne on-shore (capacité installée de 800 MW).



Semi-conducteurs : TSMC et Mediatek dans le Top 15 mondial en 2020

[Selon la dernière étude d'IC Insights](#), deux acteurs taïwanais font partie pour la première fois des 15 premiers fournisseurs mondiaux de circuits intégrés. Dans ce classement qui retient le montant de chiffre d'affaires, TSMC conserve son 3^{ème} rang avec une progression des ventes de 31 %, en 2020, grâce à la [forte demande d'Apple et de Hisilicon Technologies](#), à 45 Mds USD ! Le fondateur taiwanais vient, par ailleurs, de lancer la construction de [sa toute nouvelle usine](#) dédiée à la production de processeurs gravés sur le nœud de 3 nm qui devrait démarrer au deuxième semestre 2022. Mediatek (fabricant fabless) arrive quant à lui en 11^{ème} position avec près de 8 Mds USD de revenu (+35 %) et fait son entrée dans le Top 15 mondial.

MONGOLIE

Impact du confinement sur la situation des entreprises mongoles : 7 645 emplois perdus depuis le 12 novembre et 432 000 emplois exposés à une prolongation des mesures d'urgence

La Chambre nationale de commerce et d'industrie mongole (MNCCI) a mené une enquête de situation auprès de 3 500 entreprises, dont les résultats ont été publiés jeudi 03 décembre 2020. Cette dernière sondait les entreprises sur l'impact d'une prolongation du régime stricte de confinement sur leurs activités. Alors que plus de 7 600 personnes ont perdu leur emploi depuis le 12 novembre, une prolongation du confinement au 31 décembre risquerait de contribuer à la perte de 432 600 emplois et 505 060 emplois si le confinement était prolongé au premier mars 2021.

Interrogés sur les principaux problèmes auxquels les entreprises sont confrontées en cette période de confinement : 24 % des répondants ont déclaré que le maintien des emplois est la difficulté principale ; 21 % que le remboursement des prêts est la principale préoccupation; 17 % le manque de cohérence des décisions gouvernementales; 16 % les difficultés liés au paiement des loyers; 7 % n'arrivent plus à respecter leurs obligations envers leurs partenaires étrangers; 6 % que le processus d'acquisition d'un permis d'exploitation posait des difficultés. 6 % que l'approvisionnement en matières premières est devenu problématique ; les 3 % restant faisant état d'une série d'autres préoccupations.

Banque de Mongolie : mesures de soutien aux banques commerciales

La Banque de Mongolie a annoncé avoir fourni aux principales banques commerciales (Khan Bank, XacBank, Capitron Bank, State Bank, Trade & Development Bank et Bogd Bank) une assistance de 175 Mds de MNT (61 MUSD) par le biais d'accords de rachat. La Banque de Mongolie a annoncé que de telles mesures seront rendu possibles pendant deux ans afin de fournir un financement à long terme pour soutenir les exportations non minières ainsi que les petites et moyennes entreprises. À cet égard, un montant total de 230 Mds MNT (80,7 MUSD) sera mis à la disposition des banques et entreprises. Les entités éligibles pourront réduire leurs taux d'intérêt à 10,5 % et seront exonérées des remboursements du principal de l'intérêt pendant au moins six mois. La banque centrale a réduit les taux d'intérêt de deux points de pourcentage le 23 novembre, à un niveau record de 6 %.

Soutien du Japon à la Mongolie : octroi d'un prêt de 233 MUSD prenant la forme d'un soutien au budget du gouvernement afin de lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19

Le Parlement a approuvé la ratification d'un accord de prêt entre le gouvernement de la Mongolie et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), visant à apporter une assistance à la Mongolie pour lutter contre les effets sociaux-économiques de la pandémie de COVID-19. Ce prêt d'urgence, d'un montant de 25 Mds JPY (233 MUSD) prévoit une période de remboursement de 15 ans, une période de grâce de quatre ans et un taux d'intérêt de 0,01% par an ; l'objectif premier étant de stimuler l'économie et soutenir le budget du gouvernement.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique,
district Chaoyang, 100600 PĒKIN – RPC,
CP 100600

Rédigé par : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Pascal Millard, Camille Paillard, Lianyi Xu, Dominique Grass, Wei Li, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, François Lemal, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet